

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2016

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

L'investissement des entreprises tend à marquer le pas

Le ralentissement du dynamisme économique des entreprises, observé depuis le second semestre 2015, se confirme. En témoigne le repli des importations de biens à destination des entreprises.

En raison de la forte diminution des prix de l'énergie, les prix à la consommation enregistrent un nouveau recul sur le trimestre. Néanmoins, cette évolution ne semble pas profiter aux ménages, dont la consommation manifeste certains signes de tassement.

Cependant, le marché de l'emploi fait état d'une amélioration solide, qui se traduit par une confirmation de la tendance baissière du nombre de demandeurs d'emploi.

Le commerce extérieur affiche des résultats mitigés sur l'année, notamment en raison de la diminution des importations de produits énergétiques qui tirent les importations totales à la baisse.

Sur le plan sectoriel, l'archipel enregistre une nette hausse de fréquentation. Quant aux activités de la pêche, celles-ci présentent un bilan contrasté, la pêche industrielle enregistrant une forte augmentation, alors que les volumes de la pêche artisanale diminuent.

T
E
N
D
A
N
C
E
S

L'ÉCONOMIE CANADIENNE EN DEMI-TEINTE

Le **produit intérieur brut** enregistre un léger repli de 0,2 % en mars, après -0,1 % en février. Cette tendance est principalement attribuable au secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz, qui connaît une baisse de 2,8 %, entraînant ainsi une diminution de la production des industries productrices de biens de 0,8 %. Le commerce de détail (-1,3 %), le commerce de gros (-0,3 %) et la production manufacturière (-0,2 %) contribuent également à ce recul. Seuls la construction (+0,1 %), le secteur de la finance et des assurances (+0,4 %) et le secteur public (+0,1 %) affichent une très légère hausse.

L'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente légèrement de 1,3 % en mars sur un an (après +1,4 % en février), témoignant ainsi de l'augmentation de 6 des 8 composantes principales de l'indice, notamment des produits alimentaires (+3,6 %) et du logement (+1,1 %). Par ailleurs, le prix de l'essence au mois de mars est en baisse sur un an (-13,6 %). Localement, les prix à la consommation ont augmenté dans les 8 provinces, cependant leur progression demeure plus faible dans les provinces atlantiques : +0,4 % en Nouvelle-Écosse et +1,1 % au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve-et-Labrador.

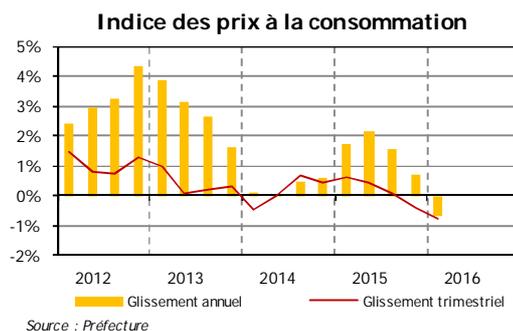
Le **taux de chômage** demeure stable pour le troisième trimestre consécutif, s'établissant à 7,1 %. L'emploi a progressé de 33 000 actifs au premier trimestre (+0,2 %). L'emploi a progressé en Alberta, au Manitoba, en Nouvelle-Écosse et en Saskatchewan. Cependant, il a diminué à l'Île-du-Prince-Édouard. Le taux de chômage est plus élevé dans les provinces atlantiques que pour l'ensemble du Canada : 9,1 % en Nouvelle-Écosse, 10,2 % au Nouveau-Brunswick et jusqu'à 13,1 % à Terre-Neuve-et-Labrador.

Source : Statistique Canada

L'énergie continue d'entraîner les prix à la baisse

L'indice des prix à la consommation poursuit la baisse amorcée au trimestre précédent (-0,8 % après -0,4 %), confirmant ainsi la tendance baissière observée depuis le deuxième trimestre 2015. Cette évolution s'explique par la forte diminution du prix moyen de l'énergie (-12,0 %), accentuée par la baisse des prix des produits manufacturés (-3,0 %). Le repli des prix à la consommation est cependant atténué par la hausse des prix des produits alimentaires et des services (respectivement de +1,3 % et +0,7 %).

Cette évolution se confirme en glissement annuel (-0,7 %). Ce repli est également attribuable à la diminution des prix de l'énergie (-12,4 %) et des produits manufacturés (-3,5 %). Par ailleurs, le rythme de croissance des prix des produits alimentaires ralentit pour le troisième trimestre consécutif (+2,8 % après +3,6 % au troisième trimestre et +2,9 % au quatrième trimestre 2015).



Le marché de l'emploi confirme sa bonne orientation

À fin avril 2016¹, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie A s'élève à 221 personnes.

L'indicateur de chômage² de l'archipel s'établit à 7,0 %, en nette baisse par rapport à la même période en 2015 (8,2 %).

En glissement annuel, le marché du travail s'améliore nettement, comme en témoigne le nombre de demandeurs d'emploi en baisse significative (-15,3 %).

Maintien de la consommation des ménages

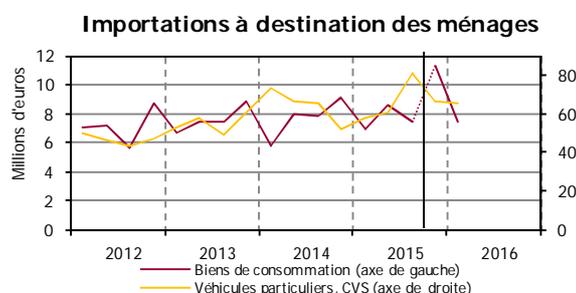
Après un quatrième trimestre 2015 caractérisé par une évolution positive de la consommation des ménages, cette dernière se stabilise en début d'année.

Les importations à destination des ménages s'élèvent à 7,4 millions d'euros au premier trimestre 2016. Par rapport à la même période en 2015, ces dernières progressent de 6,9 %.

Concernant les ventes de véhicules de tourisme, la baisse observée en fin d'année s'atténue fortement au premier trimestre (-1,5 % après -16,5 %, CVS). L'évolution en glissement annuel témoigne quant à elle d'un rythme de croissance soutenu (+14,1 %, CVS).

Bien que le début d'année fasse état d'une diminution des crédits à la consommation (-3,7 %), ces derniers sont en nette progression sur un an (+7,4 %).

À l'exception d'un léger accroissement des incidents de paiement par chèque (qui s'établissent à 6 contre 2 au trimestre précédent), l'ensemble des indicateurs de vulnérabilité des ménages demeure stable ce trimestre. Ainsi, 2 décisions de retraits de carte bancaire ont été enregistrées et 9 personnes physiques sont en situation d'interdiction bancaire.

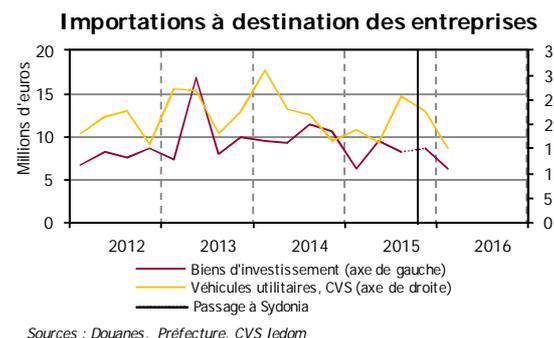


Repli de l'investissement des entreprises

Après deux trimestres de ralentissement, l'investissement des entreprises montre des signes de fléchissement.

Les importations de biens à destination des entreprises s'établissent à 6,2 millions d'euros au 31 mars 2016, en léger retrait par rapport au premier trimestre 2015 (-0,6 %). Cette évolution est principalement attribuable au recul des importations de biens d'équipement (-5,5 %), qui n'a pu être compensé par la progression des importations de biens intermédiaires (+6,2 %).

Les ventes de véhicules utilitaires enregistrent une baisse plus prononcée qu'au trimestre dernier (-33,4 % après -10,2 %, CVS). L'évolution sur un an est



¹ Cf. note méthodologique, disponible en fin de publication.

² L'indicateur de chômage de l'archipel est calculé sur la base du ratio « inscrits à Pôle emploi en catégories A/population active au dernier recensement (2010) ».

comparable, le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires se contractant de 20,0 % (CVS).

Au 31 mars 2016, les crédits d'investissement s'inscrivent en léger retrait, à l'image du trimestre précédent (-0,8 % après -1,1 %). Sur l'année, leur rythme de progression reste soutenu, mais moins élevé que lors des deux derniers trimestres de 2015 (+12,7 % contre +14,8 % et +23,0 %).

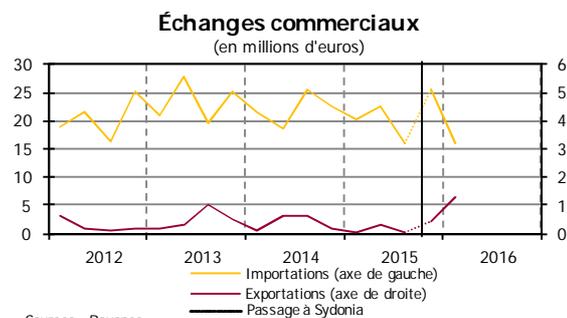
Le taux de créances douteuses nettes des crédits aux entreprises s'accroît sur le trimestre (+0,8 point), mais demeure cependant à un niveau très bas (1,1 %).

Des échanges commerciaux contrastés

Au premier trimestre 2016, les importations s'élevaient à 15,9 millions d'euros, en repli sur un an (-20,8 %) en raison d'une baisse des importations d'hydrocarbures. En effet, hors combustibles, les importations s'inscrivent en hausse sur un an (+3,3 %).

Les exportations s'établissent ce trimestre à 1,3 million d'euros. Celles-ci sont principalement composées de produits de la mer, pour un montant 615 000 euros, et de biens d'équipement à hauteur de 397 000 euros.

Le solde du commerce extérieur, structurellement déficitaire, s'établit au 31 mars 2016 à -14,6 millions d'euros.



LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

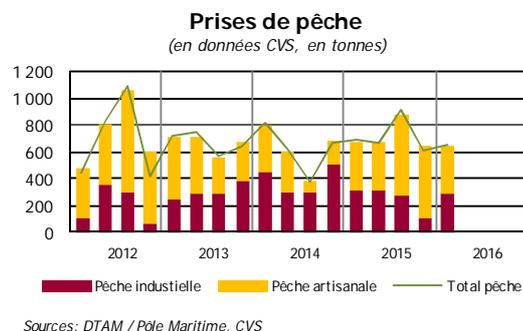
Progression de la pêche industrielle

Après un net recul au trimestre précédent (-71,5 %, CVS), les prises de la pêche industrielle augmentent fortement en début d'année (+175,0 %, CVS).

À l'inverse, l'activité de la pêche artisanale enregistre de nouveau un repli des volumes prélevés (-35,3 %, CVS).

Les activités de pêche industrielle et artisanale totalisent 830 tonnes de prises sur le trimestre. Les prises de morue représentent la majorité des volumes, avec 616 tonnes pêchées.

Sur un an, l'activité de la pêche dans son ensemble est en légère baisse. En effet, les prises de la pêche artisanale et de la pêche industrielle reculent respectivement de 4,1 % et 5,5 % (CVS).



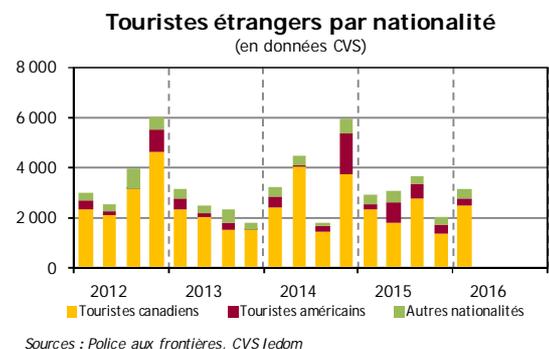
Rebond de l'activité touristique

Après un net retrait au trimestre précédent (-19,3 %, CVS), le trafic total de passagers s'inscrit en hausse en ce début d'année (+18,5 %, CVS), soutenu par les augmentations combinées du trafic aérien et du trafic maritime (respectivement +1,1 % et +1,7 %, CVS).

En glissement annuel, le trafic total s'accroît également (+3,8 %, CVS), en raison de l'augmentation du trafic aérien (+7,1 %, CVS). Le trafic maritime, quant à lui, reste stable sur un an (+0,1 %, CVS).

Le nombre de touristes étrangers entrés sur l'archipel est en nette progression (+22,4 %, CVS). Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la fréquentation des touristes canadiens (+78,6 %, CVS). À l'inverse, le nombre de touristes américains diminue (-8,6 %, CVS).

Sur un an, la fréquentation touristique progresse de 4,5 % (CVS), toutes nationalités confondues : Canadiens (+6,9 %, CVS), Américains (+19,4 %, CVS) et autres nationalités (+2,5 %, CVS).



ÉCONOMIE MONDIALE : DES SIGNES DE STABILISATION

Selon la Banque centrale européenne (BCE), les récents indicateurs tirés d'enquêtes font état d'une stabilisation de l'activité économique mondiale au premier trimestre 2016. Les tensions observées en début d'année semblent s'estomper en raison d'un recul de la volatilité sur les marchés financiers et d'un redressement du prix des matières premières.

Aux États-Unis, la phase de morosité qui caractérise l'activité s'est poursuivie au premier trimestre 2016, bien que les fondamentaux restent sains, notamment sur le marché du travail. La croissance devrait rester modérée en 2016 (+2,4 %), en raison du renforcement des bilans, du retrait du frein budgétaire et d'une amélioration du marché immobilier, facteurs qui viennent balancer le fléchissement des exportations nettes dû à l'affermissement du dollar et au ralentissement de la croissance dans les pays partenaires, la nouvelle baisse de l'investissement du secteur manufacturier et le durcissement des conditions financières pour certains secteurs de l'économie.

Dans la zone euro, la reprise économique se poursuit, toujours modestement. Selon les données Eurostat, le PIB a augmenté de 0,5 % au cours du premier trimestre 2016 par rapport au trimestre précédent et de 1,5 % en glissement annuel. Pour le FMI, les effets favorables du faible prix de l'énergie, une expansion budgétaire modeste et des conditions financières favorables devraient plus que compenser l'affaiblissement de la demande extérieure.

Selon les premières estimations publiées par l'INSEE le 29 avril 2016, la croissance du PIB de la France s'établit à +0,5 % au premier trimestre 2016 (après +0,3 % au trimestre précédent). Le rebond de la consommation des ménages (+1,2 % après -0,1 %) et l'investissement dynamique contribuent positivement à l'évolution du PIB.

Au Japon, les indicateurs économiques de début 2016 font état d'une stagnation de l'activité économique, après une baisse trimestrielle de 0,3 % du PIB en volume au dernier trimestre 2015. La dépréciation récente du yen et l'affaiblissement de la demande des pays émergents devraient freiner l'activité au premier semestre 2016, mais la baisse des prix de l'énergie et les mesures budgétaires devraient stimuler la croissance.

D'après les projections du FMI d'avril 2016, la croissance de l'économie mondiale devrait demeurer modeste en 2016 (+3,2 % après +3,1 % en 2015). Les pays émergents sont encore les principaux contributeurs à la croissance mondiale prévue pour 2016 (+4,1 %), même si les perspectives restent inégales d'un pays à l'autre et généralement moins bonnes qu'au cours des vingt dernières années. Dans les pays avancés, la croissance devrait atteindre un niveau proche de celui de 2015 (+1,9 %).

Sources : FMI, BCE, Eurostat, Insee - données arrêtées au 25 mai 2016

AVERTISSEMENT MÉTHODOLOGIQUE

Les Douanes et le Pôle emploi de Saint-Pierre-et-Miquelon ont récemment modifié leur champ d'études, ce qui nécessite des changements dans le traitement statistique réalisé par l'IEDOM.

▪ Traitement statistique des données douanières

Depuis le 1^{er} octobre 2015, les services douaniers de Saint-Pierre-et-Miquelon ont opéré un changement dans le processus des déclarations douanières, par la mise en service du portail internet Sydonia. La collecte d'informations sur le commerce extérieur s'est améliorée, grâce notamment à une meilleure prise en compte des exportations.

Le changement dans la nature des données, même d'ampleur limitée, implique néanmoins une modification dans le traitement statistique des données et ne permet plus actuellement de les corriger des variations saisonnières. Les analyses se concentreront sur les évolutions annuelles pour neutraliser les effets de la saisonnalité.

Par ailleurs, à l'occasion du changement de nomenclature douanière, de nouvelles catégories de biens ont été identifiées, offrant ainsi une analyse plus détaillée de l'économie de l'archipel : les **biens à destination des ménages** (biens alimentaires, non alimentaires et de consommation durable) et les **biens à destination des entreprises** (biens de production et biens intermédiaires).

▪ Traitement statistique des données du marché de l'emploi

Depuis la fin d'année 2015, l'agence Pôle emploi de l'archipel analyse le marché du travail sous l'angle principal des DEFM de catégorie A (sans-emploi), afin de s'aligner sur le traitement statistique réalisé en métropole. Par conséquent, seule cette catégorie sera désormais retenue dans le calcul de l'indicateur du chômage.

[Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr.](http://www.iedom.fr)

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : Y. CARON

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : 5 juillet 2016 – Dépôt légal : juin 2016 – ISSN 1952-9619